

En Suisse, une hausse des salaires réels inégale

REVENUS Le pouvoir d'achat progresse pour la deuxième année d'affilée. Mais entre l'administration publique et la santé, par exemple, les réalités sont très disparates

JULIE EIGENMANN

Ce sont des données très scrutées chaque année: l'évolution des salaires. L'Office fédéral de la statistique (OFS) a souligné hier qu'en 2025 l'indice suisse des salaires nominaux avait enregistré une hausse moyenne de 1,8% par rapport à l'année précédente. Pour rappel, le salaire nominal est la rémunération perçue par le salarié, mais il ne prend pas en compte l'inflation, contrairement au salaire réel.

Qu'en est-il donc concrètement du pouvoir d'achat? Il a progressé pour la deuxième année consécutive (+0,7% en 2024). En effet, la combinaison d'une inflation en forte baisse (+0,2% contre +1,1% en 2024 et +2,1% en 2023) et de l'augmentation des salaires nominaux de +1,8% a conduit à une hausse des salaires réels de 1,6% pour l'ensemble de l'économie. Pour rappel, les primes d'assurance maladie ne sont pas mesurées par l'inflation. L'OFS précise qu'il s'agit de l'augmentation la plus importante depuis 2009 (+2,6%), des hausses comparables n'ayant été observées qu'en 2015 et 2020 (+1,5%).

«Pas une année comme les autres»

«C'est très réjouissant, commente Marco Taddei, responsable romand de l'Union patronale suisse. D'autant que ce n'était pas une année comme les autres, avec les incertitudes géopolitiques et les taxes douanières américaines.»

Du côté syndical, Thomas Bauer, responsable de la politique économique pour Travail. Suisse, estime que ces chiffres sont «globalement positifs. Mais les salaires réels restent toutefois globalement inférieurs à ceux de 2020 et ne dépassent que légèrement le niveau de 2016. Les primes d'assurance maladie ont ainsi considérablement réduit les reve-

nus. Nous demandions en août 2024 des hausses jusqu'à 4%, surtout pour les branches dont le salaire n'a pas augmenté les années précédentes.»

Car «il est choquant de voir que dans la santé, par exemple, la hausse est presque nulle, c'est un grand problème», poursuit le syndicaliste. Les salaires nominaux 2025 sont en effet restés relativement stables dans la santé, l'hébergement médico-social et l'action sociale (+0,4%), ainsi que dans les activités de services administratifs et de soutien (+0,7%). «Ce sont des secteurs à plus faible productivité, et peut-être que la proportion importante de temps partiel joue aussi un rôle», interprète Marco Taddei.

+3,3%
C'est le pourcentage d'augmentation des salaires nominaux enregistré dans l'administration publique, le secteur qui a connu la plus forte hausse en 2025.

La santé en est l'exemple le plus marquant: les données publiées hier indiquent une importante disparité selon les branches. Avec une évolution des salaires réels en 2025 qui présente des variations comprises entre +0,2% et +3,1%.

Dans le détail, dans le secteur industriel, les salaires nominaux ont progressé en moyenne de +1,5% en 2025, soit trois dixièmes de moins que la moyenne. L'industrie manufacturière dans son ensemble a enregistré une progression de +1,7%, tandis que le secteur de la construction a affiché une hausse de +1,3%.

«L'industrie affiche des hausses inférieures aux services, cela montre l'effet des taxes douanières, indique Marco Taddei. Dans certains secteurs, la priorité est celle du maintien de l'emploi, pas d'une hausse salariale.» «Les droits de douane n'ont fait l'objet de discussions que lors des négociations de 2025 et

n'étaient pas encore à l'ordre du jour en 2024», oppose Thomas Bauer, qui évoque le poids du franc fort et des «négociations salariales très difficiles dans l'industrie».

Dans le secteur des services, les salaires nominaux ont progressé en moyenne de 1,9%. Les plus fortes progressions concernent l'administration publique (+3,3%) et les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+2,6%), tandis que le commerce (+1,5%) progresse légèrement en dessous de la moyenne sectorielle, ce que déplore Thomas Bauer.

«Une bonne nouvelle» pour l'égalité

Concernant le haut de la fourchette, soit les 3,3% de l'administration publique, «nous sommes surpris de cette hausse, il faudrait pouvoir analyser les différences entre cantons, et voir quels sont les salaires qui augmentent ainsi, réagit Thomas Bauer. Mais de façon générale, nous sommes favorables à une augmentation importante pour tous les employés, dans le public comme dans le privé.» La lecture patronale est évidemment différente: «On voit que les fonctionnaires sont mieux protégés, ce qui fait dire à certains que c'est une concurrence déloyale pour le secteur privé, à l'image des Jeunes PLR, qui ont lancé une initiative en ce sens [«Pour un juste équilibre entre administration fédérale et population (frein à l'administration)», ndlr]. Nous la soutenons», précise Marco Taddei.

En matière d'égalité enfin, au niveau de l'ensemble des branches économiques, les salaires des femmes ont enregistré une hausse moyenne de 2,3% en 2025, contre 1,5% pour les hommes. «C'est une bonne nouvelle, qui reflète la présence croissante des femmes à des positions hautes dans la hiérarchie», se réjouit Marco Taddei. Thomas Bauer fait le même commentaire, mais rappelle l'existence de discriminations non expliquées encore importantes. «Mais nous ne sommes pas encore arrivés au bout du chemin et il faut encore faire des progrès en matière d'égalité salariale», souligne-t-il. ■